
CORRIGÉ

▪ Corrigé de l'analyse de textes comparés

L'entreprise responsable, un marketing de bon ton

La crise mondiale que nous vivons a sans aucun doute remis en question le fonctionnement et le mode de pensée de l'entreprise, jusqu'ici exclusivement soucieuse de sa performance et de la concurrence environnante. Le souci de l'écosystème, gravement fragilisé, la question de la finalité, du sens du // travail, sont remis à l'honneur. Malgré cette prise de conscience, tous s'interrogent : l'idée d'une entreprise éthique est-elle crédible, ou un effet de mode ?

Il semble indéniable que ce sursaut de devoir moral en matière de responsabilité au sein de l'entreprise fait écho à un // malaise croissant de la société occidentale. La destruction progressive de notre écosystème est devenue tellement manifeste que notre manque de morale universelle nous saute aujourd'hui aux yeux. **Fabienne Cardot** a raison de souligner que l'éthique d'entreprise choque certains, qui pour cette raison, ont la sensation qu'une morale // unilatérale leur est imposée au travail... En réalité, il s'agit d'une finalité du travail qui nous fait défaut. Toute action devrait être précédée d'une réflexion « philosophique ». Après avoir congédié le Dieu des religions, nous n'avons pas prévu que le besoin d'un devoir demeurerait... Comme si, // Dieu n'existant plus, tout était devenu permis pour le pire. C'est là tout le paradoxe : en dissociant la morale de la religion, la première a perdu tout sens, noyée dans la subjectivité de chacun. Si tout se discute, se vaut, au nom de quoi mettre une limite à // nos comportements ? **Anne Salmon** renchérit en diagnostiquant l'échec de la religion du consumérisme : Dieu n'est pas mort, nous l'avons simplement troqué contre un dieu de matière plus qu'ambigu. Faute d'un idéal commun, nous ne disposons plus d'aucune vision du monde, de l'avenir, réduisant le // travail au simple maillon d'une chaîne privée de finalité. L'entreprise, l'économie, sont alors bien loin d'être concrètes, « réalistes ». L'indice de confiance est en chute libre, plus grand monde ne trouve sa place ni ne perçoit son rôle spécifique, sa valeur au sein d'un travail // de plus en plus abstrait. Faute d'un idéal commun, ce vide éthique est maquillé tant bien que mal par une boulimie de changements, de « restructurations internes ». Quid de la motivation des salariés, dans tout ceci ? Comment se positionner, remarque très bien A. Salmon, lorsque nous travaillons pour un but dont // on se désolidarise intérieurement, qui suscite la désapprobation, voire l'opprobre général ?...

Néanmoins, l'intention de responsabiliser l'entreprise n'est-elle pas un premier pas vers un progrès humain ? L'épargne solidaire, démontre **Eric Larpin**, est incontestablement une avancée remarquable dans la traçabilité de nos économies, ne servent plus seulement // à boursicoter ou à un « argent sale » comme le trafic d'armes et autres produits illicites. Epargner ne sert plus la cupidité ou la pingrerie de l'épargnant qui faisait dormir ses deniers au fond d'un coffre-fort à la banque ; il rend son argent utile à la société // au sens créatif, innovant du terme. Eric Larpin, indifférent aux causes du surgissement et du fleurissement de l'éthique d'entreprise, met davantage l'accent sur le progrès économique permis par l'épargne solidaire, qui transforme une économie jusqu'ici virtuelle, abstraite, en une économie réelle, traçable et participative. L'épargne // solidaire nous libère du carcan financier que nous subissons dans la logique boursière, soumise aux aléas de la fortune... Travaillant au début de la chaîne, nous en voyons le produit d'arrivée, ainsi que la fabrication progressive d'un service ou d'un bien. Le souci du bien-être prime // à nouveau sur celui de la simple

rentabilité. Créateur d'emplois, ce type d'épargne permet même de faire l'économie des banques en s'adressant directement à la première, redonnant ainsi aux entrepreneurs toute leur indépendance. L'épargne solidaire serait-elle l'économie de demain ? En attendant, **Maria Nowak** se // fait l'avocate du microcrédit, dans lequel elle voit un remède au chômage : cette aide aux personnes exclues du système bancaire, leur permet de créer leur propre emploi. Le revenu du microcrédit, grâce au taux d'intérêt auquel l'emprunteur est soumis, permet à bon nombre de personnes de reprendre // confiance en elles et en l'avenir. M. Nowak se désole d'autant plus de l'obstacle tient aux gouvernements soumis à une vision court-termiste des choses ; ils ne prêtent qu'aux riches usurpateurs de la planète responsables de la crise. Ce n'est qu'une question de confiance, qui // fait défaut aux banques...

Cela s'entend du point de vue des citoyens, mais qu'en est-il du point de vue des gouvernants ?... La partie est loin d'être gagnée. Persistant toujours à refuser de renoncer à quoi que ce soit à court terme, le système économique officiel dominant // récupère le développement durable en faisant cher payer la réparation des dégâts qu'il a lui-même occasionnés dans l'écosystème, ironise **Didier Sicard**. Seuls des nantis réfléchissent sur l'entreprise responsable au lieu de l'incarner tout court, de suite. Nous donnons aux pays pauvres les miettes avariées de notre // festin, assez bonnes pour eux... Nous nous achetons une bonne conscience, vaine tant que nous ne nous livrerons pas à une autocritique, à commencer par notre ethnocentrisme. Même si l'éco-économie se veut respectueuse de l'écosystème, insiste **Lester Brown**, rien ne sert de parler d'économie environnementaliste : sans vision // collective ni idéal commun, nous ne formulons qu'un vœu pieux. L'urgence consiste à savoir si nous accordons la priorité à l'économie, ou à notre écosystème... Totalement indépendante et déconnectée de la seconde, la première, abstraite, est en train de scier la branche sur laquelle elle est assise. // La réalité du terrain, des perturbations écologiques, échappe totalement à la formation et à la connaissance des économistes. La raison des résistances à ce changement provient, d'après **Teddy Follenfant**, du recul du politique et de la toute-puissance de la sphère économique qui en découle. Les entreprises, Etats dans un // Etat, veulent bien du développement durable, mais pas trop ; car cela affaiblirait un secteur de l'économie... Incapables de trouver ce compromis entre consommation de masse et responsabilité, les entreprises se réfugient derrière l'alibi de l'utopie et de l'aspect totalitaire de l'exigence du développement durable. A // force de déléguer les tâches, finalement, plus personne n'est responsable. C'est pourquoi **Sylvie Brunel** n'hésite pas à qualifier cette exigence d'éthique de « nouvelle religion » : elle profite bel et bien aux entreprises occidentales par le truchement de sanctions à la pollution, de taxes juteuses au nom de // l'avenir, toujours lui, que nous lèguerons aux générations futures. Sans compter la cherté des technologies requises – plus écologiques -, pour appliquer ce développement durable loin d'être accessibles à tous. Devenu un *must*, un slogan publicitaire, l'éthique d'entreprise fait vendre et continue d'amadouer le client.

Louable, ingénieuse // et devenue une priorité absolue, l'entreprise responsable demeure hypocrite aux yeux du grand public dans la mesure où, au lieu de nous attaquer à la racine du mal, à savoir l'absence de toute valeur transcendante qui nous préexiste, nous prenons le vide éthique qui étirent la société contemporaine // comme la cause d'elle-même alors qu'elle n'en est que la conséquence. Tous les auteurs s'accordent sur ce point : l'économie n'a pas remplacé un idéal collectif, universel, et ne peut fonctionner sans lui...